

Le Libertaire

hebdomadaire

Les anarchistes veulent instaurer un régime social qui assure à chaque individu le maximum de bien-être et de liberté adéquat à chaque époque.

ABONNEMENTS POUR LA FRANCE

Un an 6 fr.
 Six mois 3 fr.
 Trois mois 1 fr. 50

ADMINISTRATION ET RÉDACTION

PARIS — 15, Rue d'Orsel, 15 — PARIS

En Rédaction :

à Emile AUBIN

Adresser tout ce qui concerne

l'Administration :

à Pierre MARTIN

ABONNEMENTS POUR L'ÉTRANGER

Un an 8 fr.
 Six mois 4 fr.
 Trois mois 2 fr.

La Marseillaise

C'était en 1868, par un chaud après-midi de juin, d'un lundi splendide sollicitant le travailleur à flâner, à se sauver de l'usine pour aller s'ébattre sur l'herbe, dans le soleil, comme ces lézards attentifs sous les chaudes effluves qui les ragaillassent.

J'étais jeune et attaché à une occupation monotone pour gagner cinq ou six sous par jour, grosse fraction de ce que je coûtai alors à la mère.

L'habitation du tisseur chez lequel je tournais le rouet pour lui faire ses canettes (ses caribaris), était située dans la banlieue, sur un coteau dominant l'industrielle cité drapière qui s'appelle Vienne, en Dauphiné.

Il arrivait parfois, dans les beaux jours, que des groupes joyeux, munis de la dame-jeanne pleine de vin clair et de la balle garnie de victuailles, s'acheminaient à Sainte-Blandine pour y goûter fraternellement et faire la rigolade.

Tout attentif à mon travail, sous l'œil bienveillant de la maîtresse du logis, j'entendis soudain s'élever, de l'autre côté du vallon, un chant d'exhortation lancé, modérément, comme en sourdine, par des voix masculines. La brave femme du peuple qui travaillait à côté de moi suspendit sa besogne et, prêtant l'oreille, me fit signe d'arrêter mon rouet.

— Ecoute, mon petit, écoute bien, me dit-elle

J'écoutais je suivais le chant, scandant les envolées lancées piano, pianissimo, mais très intelligibles quand même, à la distance que nous étions des chanteurs.

— Qu'est-ce que c'est que cette chanson ? demandais-je.

— Ecoute, écoute encore, me répondit la vieille femme.

Aux armes, citoyens,
Formez vos bataillons !!

- Entends-tu, mon enfant ?
- Oui, qu'est-ce ?
- C'est la Marseillaise !
- La Marseillaise ?
- Oui, le chant de la Révolution.

Ah ! je n'ai pas oublié le visage de cette brave ouvrière quand elle me dit : « C'est la Marseillaise ».

L'index de la main droite levé, les yeux grands ouverts, marquant l'attention mêlée de crainte, elle avait quelque chose de l'illuminée entendant des voix dans le lointain historique quelque peu effacé.

Nous entrerons dans la carrière,
Quand nos aînés n'y seront plus.

Marchons, marchons, qu'un sang
Impur

Il y a quarante-sept ans de cela, et les sentiments que j'éprouve quand j'entends chanter cet hymne officiel des gouvernants du pays de France sont loin de ressembler à ceux qui m'oppressaient à mon époque juvénile.

Quand la vieille ouvrière m'ajoutait, d'une façon tout à fait sérieuse et craintive : « Oh ! si on les

entendait, quel malheur pour eux : ce serait Lambessa ou Cayenne. »

Hélas ! ceux qui chantent officiellement aujourd'hui l'œuvre de Rouget de l'Isle ne sont pas exposés à Lambessa ni à la Guyane : ils ont toute sécurité dans le triomphe de politiciens parvenus au faite du pouvoir.

On a fait du chant prohibé il y a cinquante ans, un cantique pour les imbéciles du jour, pour les valets du régime et une déqueulasserie pour les ivrognes des carrefours. Le 14 juillet, leur fête nationale, ne ressemble en rien au 14 juillet que nous fêtons clandestinement, en nous cachant, pour parler de l'ancienne révolution et murmurer sourdement les vers enflammés des chants de l'époque révolutionnaire.

Malgré son caractère historique, nous sifflons, quand nous en avons l'occasion, la Marseillaise. Oui, nous ne voulons plus l'entendre, cette cantate des satisfaits, par ce qu'elle est une ironie insolente à la situation dans laquelle se trouve le peuple.

On peut pavoiser les fenêtres des larbins du pouvoir, faire flotter les banderoles au bout des mâts, illuminer à giorno les monuments publics et assourdir de musique tintamarresque les sauteleurs des rues populaires, on n'arrivera pas à raviver le culte de la gueuse et à augmenter le respect des institutions iniques qui nous oppriment.

Au fur et à mesure que nous avançons vers l'idéal qui nous guide, la République recule vers son point de départ et, par des circonstances qui peuvent se produire, elle arrivera à se confondre avec les pires gouvernants par ses mesures réactionnaires.

Tant que le peuple ne se montre pas exigeant, tant qu'il subit sans trop crier les abominables conditions économiques qui lui sont faites, le pouvoir reste tranquille sous son apparence tutélaire. Mais que demain les producteurs s'agitent et réclament plus de pitance, meilleur gîte et plus de repos, vous verrez le monstre bondir et se préparer à mordre.

Pierre MARTIN.

Les Amis du "Libertaire"

Tous les mardis, à 8 heures du soir, réunion du groupe des amis, salle Chapot, 5, rue du Château-d'Eau. Appel est fait à tous ceux qui s'intéressent au journal.

AVIS AUX CAMARADES

Les Camarades sont prévenus qu'une Fête sera organisée au profit du journal LE LIBERTAIRE, le 15 août.

Les Camarades seront avisés en temps utile du lieu où se fera la balade. Cette fête sera organisée de façon à ce que tous les camarades puissent se divertir.

Les organisateurs feront le nécessaire pour que rien ne manque.

A nos Abonnés

Les abonnements échus fin juin n'étant pas soldés, nous allons en faire le recouvrement par la poste.

Il est bien regrettable d'employer ce procédé qui nous oblige à des frais, à donner des sous à ce monstre qui nous en dévore déjà tant, l'Etat.

Que les camarades qui ne peuvent payer nous préviennent, nous ne ferons pas recouvrer.

Nous ne médisons pas, nous demandons ce qui est dû au journal.

Il nous faut beaucoup d'argent dans ce commencement de mois jusqu'au 15. Que les abonnements rentrent et nous ferons face à tout.

LES DEUX JUSTICES

LAW ET ULLMO

Où l'on voit un homme, auteur d'un geste qui n'a blessé personne, subir toutes les tortures physiques et morales pendant qu'un autre, condamné pour crime de haute trahison, coule des jours paisibles et se paie jardin, domestiques, victuailles... et le reste...

Voici bientôt un an qu'une lettre venue de la Guyane a rappelé à notre souvenir le malheureux Law, condamné — comme tous nos amis le savent — à quinze ans de travaux forcés pour avoir tiré, sur une soldatesque ivre de carnage, un coup de revolver qui, d'ailleurs, n'atteignit personne.

Depuis, le Comité de Défense Sociale dans vingt-huit meetings, la Fédération Communiste et, tout récemment, le Comité Anarchiste contre les répressions ont fait entendre la protestation de tous les hommes de cœur.

Des milliers d'auditeurs ont demandé, dans des ordres du jour motivés, la libération de notre héroïque camarade.

Depuis sept ans, Law est au bagne. Tous ceux qui savent pourquoi les jurés de la Seine lui ont infligé la peine de quinze ans de travaux forcés ont d'abord pensé qu'il suffirait d'élever une protestation pour que Law soit rendu à ses siens.

D'abord, son geste de légitime protestation n'a fait aucune victime. Et puis, le « crime » reproché à Law est incontestablement un délit politique. Or, depuis 1907, plusieurs amnisties ont été votées qui ont annulé complètement les condamnations prononcées pour ce genre de délit. Pourquoi Law demeure-t-il exclu de ces mesures de grâce ?

Si en haut lieu on paraît vouloir négliger nos protestations, nous n'arrêtons pas pour cela notre campagne et nous sommes bien décidés à continuer jusqu'au jour où l'héroïque Law nous sera enfin rendu.

Dans sa lettre, Law nous disait les tortures physiques et morales que lui font subir les gardes-chiourme. Depuis qu'il est là-bas, il n'a guère connu que l'infirmerie et la cellule. Avec la double-boucle, sans doute, comme à Dreyfus autrefois.

Et pendant que l'infortuné agonise lentement, un autre homme, à quelques centaines de mètres de lui, mène une vie relativement douce. Ullmo est traité en prisonnier de marque par des gens qui sont pour lui plutôt des domestiques que des gardiens.

Certes, nous ne protestons pas contre les faveurs réservées à Ullmo, et personne ne pensera un seul instant que nous demandons qu'on le traite comme notre camarade.

Pourtant, nous ne pouvions nous empêcher de faire une comparaison en lisant, dans le *Matin* du 13 mars dernier, le récit d'une visite faite aux fils du Salut par un correspondant du journal « qui dit tout ».

Laissons la parole au collaborateur du *Matin*.

Voici encore, décharné, pitoyable, un tout jeune homme qui nous entend dans un charabia où il y a du russe, de l'allemand, du judisch et même du français ; c'est Law, l'anarchiste russe, presque un enfant qui, le 1^{er} mai 1906, sur l'impériale d'un omnibus, tira sur la foule sans blesser personne.

Ici, deux erreurs : c'est le 1^{er} mai 1907 que Law a accompli son geste, et il a tiré, non pas sur la foule, mais sur les soldats qui sabraient la foule.

Pourquoi, dit-il en montrant l'île du Diable, Ullmo a-t-il une île pour lui tout seul, une case, un jardin, deux domestiques, une liberté complète puisque nous sommes tous les deux condamnés politiques et israéliques toutes les deux ?

Ullmo, en effet, ne connaît pas les haricots et le porc salé. Il a droit à un régime

de choix : viande fraîche tous les jours, lait frais, œufs, volailles, vin...
...Je l'ai revu épanoui, reluisant, engraisé. Il commande en roitelet cette île du Diable, fleurie de cocotiers géants, fraîche et saine — malgré la légende — sous la garde de deux surveillants empressés et respectueux.

La maison des surveillants est à vingt mètres de la sienne. On ne s'y est jamais ennuyé.

Un jour, un nouveau surveillant vint, qui avait quatre enfants et une femme charmante.

Ullmo donnait des leçons aux enfants et jouait au piquet avec le surveillant.

Et ce qui devait arriver arriva...

La liaison n'aurait pas été plus orageuse que les autres, mais un jaloux veillait.

C'était le deuxième surveillant.

Il adressa au commandant des îles du Salut une plainte contre son collègue. Il trouvait inqualifiable l'aveuglement du mari.

Le commandant classa l'affaire. Le jaloux, alors, s'adressa au directeur de l'administration pénitentiaire, puis il écrivit au ministre.

Alors, on envoya le sous-directeur de Saint-Laurent qui fit une enquête et conclut qu'il lui était impossible d'attribuer la nouvelle maternité de Mme M... à l'amant ou au mari. Il conclut, en outre, en relevant de leurs fonctions le mari aveugle et le surveillant jaloux. Quant à Ullmo, il eut pendant un mois sa ration de vin supprimée.

L'amour fut toujours funeste à Ullmo.

Depuis lors, les deux gardiens de l'île du Diable sont choisis parmi les surveillants célibataires.

Evidemment, nous donnons tort au jaloux et nous ne voyons aucun inconvénient à ce qu'Ullmo couche avec la femme d'un gardien.

Mais on nous permettra bien de comparer la situation de l'ex-officier avec celle de Law.

Comment, voici un homme qui, aux yeux des patriotes — et tous les gouvernants sont patriotes, n'est-ce pas — a commis le plus abominable des crimes : celui de haute trahison. Qui, pour un peu d'or a trahi ses compagnons, vendu les secrets dont il avait la garde, déserté une cause qu'il avait juré de défendre.

Nationalistes, républicains et anarchistes seront d'accord pour admettre qu'un traître — quelle que soit la cause qu'il trahisse — est bien l'être le plus vil que la terre puisse porter.

Et pendant que cet être abject jouit là-bas de toutes les libertés compatibles avec le séjour à l'île du Diable, Law qui lui n'a jamais trahi, qui n'a pas tué, pas même blessé, agonise lentement, torturé par des gens qui ne peuvent lui pardonner d'être un anarchiste, un homme de cœur.

Le scandale a assez duré. Encore une fois, nous ne demandons pas qu'Ullmo soit maltraité.

Qu'on lui donne toutes les libertés, toutes les faveurs.

Mais qu'on rende la liberté à Law.

Emile AUBIN.

ECHOS

LOGIQUE CAPITALISTE

Il y a belle lurette que nous savons que les exploités se moquent des vies humaines qui leur sont confiées. Les dirigeants d'une compagnie de chemins de fer viennent de nous fournir une preuve de plus.

Un ingénieur invente un appareil destiné à fermer automatiquement les por-

tières de wagons dès que le train a une certaine vitesse. De ce fait, des accidents survenus dans ces conditions ou à leurs gardes.

Savez-vous ce qu'on lui répondit ? A peu près ceci :

— Chaque année nous payons une certaine somme aux victimes d'accidents survenus dans ces conditions ou à leurs familles. Or, la dépense occasionnée pour l'installation de votre système est supérieure à ce que nous payons comme dommages-intérêts. Dans ces conditions, nous ne croyons pas devoir mettre votre invention en pratique.

Logique, n'est-ce pas ?

Si des gens se tuent ou se blessent, nous payons 100 francs. Pour éviter ces accidents, nous devrions déboursier 120 francs. Laissons donc crever les voyageurs puisque nous faisons une économie de 20 francs.

Et dire que l'ordre social actuel repose sur des « principes » de ce genre !

HORREUR !!!

Il paraît que les Q. M. sont menacés de mourir empoisonnés ou plutôt asphyxiés pendant les séances de la Chambre.

— Pas étonnant, allez-vous dire, la politique est une chose qui sent si mauvais.

Mais ce n'est pas cette odeur qui incommoder nos députés. Il paraît que la Chambre est malsaine et trop peu spacieuse ; le docteur Meslier en a analysé l'air, au temps où il siégeait et les résultats furent, dit-on, effrayables. C'est sans doute pour cela que l'ex-député de Saint-Ouen n'a pas voulu revenir dans l'établissement situé au bout du pont de la Concorde.

Où a songé à construire une nouvelle salle, mais la dépense s'élèverait à 12 millions. Certains proposent d'aller à Versailles où nos honorables jouiraient de toutes les commodités.

Il y a encore d'autres solutions...

Exposons la nôtre, elle est simple :

C'est d'enfermer tous nos Q. M. dans la salle de l'Aquarium jusqu'à asphyxie complète.

Ce serait le remède le plus économique... et aussi le plus logique.

LAPSUS PARLEMENTAIRES

Du Courrier du Parlement :

Il paraît que nous n'avons pas une Chambre distinguée. Un huissier m'en faisait confidence cette dernière semaine.

— Le niveau, me disait-il, a encore baissé depuis la dernière fois. Quel diable ! et quand ils franchissent la porte des Pas-Perdus !

Attendons-nous donc à enrichir notre collection de lapsus parlementaires. Nous en avons déjà recueilli de fameux. Nous possédons encore, cette législature, ce député qui voulait mettre naguère des fers « aux extrémités digitales des chevaux » et qui rendant compte d'une manifestation, s'écriait, emporté par sa fougueuse éloquence, à la grande joie de la Chambre : « ... alors les nationalistes se précipitent sur nos amis et assouvissent leurs passions bestiales... » ; et celui aussi qui reprochait au président de la République de tuer à Rambouillet « le gibier en herbe » ; et cet autre encore qui déclarait : « J'aime les soldats, je déteste les chefs » ; voilà ma température.

Hélas ! les lapsus parlementaires sont de tous les temps. J'en recueille un bien joli dans les couloirs.

C'était en 1883, M. Peyre, député, critiquant les dépenses budgétaires qu'il

Assassins !

La police de la troisième République compte un nouveau crime à son actif. Encore une fois, un malheureux vient de tomber sous les coups d'un assassin appartenant à l'abominable institution qui a pour mission — nous dit-on — de veiller sur la sécurité des citoyens.

On connaît les faits.

Les flics d'Ivry passaient à tabac un malheureux charretier coupable de ne pas avoir allumé une lanterne à sa voiture. Indignés, trois ou quatre cents habitants d'Ivry se groupèrent devant le poste de police et manifestèrent tout haut leur indignation contre l'attitude scandaleuse des cosaques républicains.

Alors, plusieurs flics sortirent du poste, se précipitèrent sur les gens assemblés et comme un homme refusait de se laisser emmener, un flic nommé Augereau lui tira un coup de revolver.

Transporté quelques heures après à l'hôpital, la victime — un camarade nommé Darlavoid — expirait dans la matinée du lendemain.

Ce nouveau crime policier montrera une fois de plus aux naïfs la confiance qu'on peut avoir dans l'institution aux destinées de laquelle préside à l'heure actuelle Hennion.

Les agents sont là pour empêcher les crimes, clament les imbéciles. D'abord, un policier n'empêche jamais un délit, il ne survient que lorsque l'acte est accompli. Vous comprendrez bien que les dignes gens ne tiennent pas du tout à risquer leurs précieuses personnes dans une affaire où ils pourraient laisser leur peau.

Des apaches se battent à coups de revolver ou assassinent un passant. « Cachons-nous », disent les sergots en se mettant vivement à l'abri. Ils se ratraperont d'ailleurs largement sur les badauds qu'ils assommeront tout à l'heure.

Qu'un poivrot inoffensif fasse un peu de bruit, qu'un charretier oublie sa lanterne ou ne tienne pas sa droite, qu'un pauvre diable sans gîte commette le crime de s'allonger sur un banc, vite deux agents surviennent qui mettent à mal le malheureux.

Mais quand il y a du danger, les flics se terrent comme des lapins.

Par contre, s'il s'agit d'une foule désarmée, les flics se précipitent. Et malheur à celui qui résiste aux apaches légaux. Un coup de revolver le mettra à la raison.

La police n'empêche jamais les crimes... mais, par contre, elle en commet beaucoup.

Quand donc les gens se décideront-ils à se défendre contre ces apaches mille fois plus dangereux que ceux qui ne portent pas d'uniforme ?

jugeait exagérées (que n'a-t-il vécu de nos jours ?), s'écria :

— Pendant ce temps deux mille Zouaviers frappent en vain aux portes des hôpitaux et vous appelez cela la démocratie !

— Non, lui répondit à brûle-pourpoint M. F. Raymond, nous appelons cela un cuir !

Ne vous fâchez pas d'ailleurs, les plus grands orateurs ont leurs « bavures ». M. Bourgeois aperçut un jour « trois grands points exprimant nettement la volonté du pays » ; M. Viviani, « plus d'une fois » posa les termes de la question » et M. Ribot la posa sur son « véritable terrain ». Quant à M. Lyautey il déclara un jour sans ambages « que notre siècle enfantierait un ordre nouveau ».

L'Action directe

On épilogue à perte de vue sur la valeur sociale de l'action directe ; les discussions sont passionnées.

Il serait, en effet, puéril de méconnaître l'actualité troublante d'une pareille question ; elle est, à mon avis, l'axe autour duquel gravite le syndicalisme révolutionnaire et les coups nombreux que les réformistes tentent de lui asséner en sont la preuve vivante.

Pourtant, ses détracteurs, dans l'ignorance même de leur corporatisme excessif, le plus étroit que je connaisse, dénigrent sa portée à l'évidence.

Mais voilà ! Eux qui, en politique, se proclament les propagateurs d'un révolutionnarisme outrancier sont, en question économique, d'un conservatisme fatouche ; à preuve l'attitude des chefs mineurs basiliens et de toute leur séquelle.

Cela tient essentiellement à ceci : la besogne révolutionnaire mettra toujours en déroute les révolutionnaires de parade.

Dans tous les cas, ce n'est pas moi qui m'en plaindrai ; les situations nettes me captivent. Nous avons d'ailleurs beaucoup plus d'arguments pour inculquer nos méthodes de combat aux malheureux que des politiciens et des félons endorment quotidiennement.

Cet attentat ayant échoué — Gauzy vient de sortir de l'hôpital — les manœuvres criminelles recommencent pour perdre celui qui a commis le crime inexplicable d'abriter un fugitif.

Cette semaine, Gauzy recevait une lettre anonyme, écrite à la machine à écrire et conçue en ces termes. Nous respectons scrupuleusement la forme et l'orthographe :

BON COUP A FAIRE

43, rue Blanche, habite au cinquième étage un beau qui a toujours sur lui beaucoup d'argent il reste avec une vieille bonne qui y couche au bout de l'appartement (du couloir) près de la cuisine. Son auto timonnière stationne tous les (1) devant la porte, il exerce (sic) souvent en auto il a pour ami un employé de la police privée POUVREAU, 60, boulevard de CLICHY, dont la femme est très belle et sert aussi au vieux.

Evidemment, le truc est grossier ; le policier qui a envoyé cette lettre n'est pas d'une intelligence supérieure. Pourtant, nous croyons devoir signaler cette nouvelle manœuvre de la police qui ne veut pas lâcher notre ami.

Supposons que — pour une raison quelconque — une perquisition soit faite chez Gauzy et que cette lettre soit trouvée par les policiers.

Ce serait la preuve indéniable que Gauzy appartient à une association de malfaiteurs et qu'il est nécessaire de confier un homme aussi dangereux.

En tous cas, l'opinion publique est prévenue. Et si, fort d'un document de cette espèce — car on recommencera — les sbires d'Hermion veulent tenter contre notre ami une manœuvre criminelle, nous saurons rappeler la lettre d'aujourd'hui, les mille « trucs » employés par les bourriques pour perdre Gauzy, et faire entendre une protestation qui empêchera les policiers faussaires de commettre un nouvel attentat contre le « roi des gens ».

Groupes anarchistes des 10^e, 19^e, 11^e, 12^e, 13^e et Saint-Denis

Pour les prisonniers politiques

Samedi 11 juillet 1914, à 8 h. 30 du soir, Salle de la Maison commune, 49, rue de Bretagne.

Grand Meeting

en faveur de la liberté de pensée. Contre toutes les répressions. Contre les lois scélérates.

Orateurs inscrits : Eugène Aubin, du *Libertaire* ; Alex. Fleury, anarchiste ; C. A. Laisant, ancien examinateur à l'école polytechnique ; Robert Lanoff, publiciste ; Togni, de la P.C.A. ; Maurice, de l'*Anarchiste*.

Entrée : 0 fr. 25 pour couvrir les frais.

Du Syndicat au Parlement

La campagne contre les fonctionnaires à perpétuité a eu le don de mettre en colère quelques manitous de la C.G.T. et les anarchistes sont devenus les adversaires qu'il faut combattre sans répit.

Nous nous moquons de l'avis de ceux qui en sont arrivés à considérer le Syndicalisme comme un médium lucratif et c'est seulement aux militants sincères et désintéressés que nous nous adressons. A ceux-là nous demandons :

« Croyez-vous qu'il vous suffira de jeter la pierre aux anarchistes pour enrayer la crise actuelle du syndicalisme et ne voyez-vous pas, au contraire, que leur tactique est la seule bonne puisqu'elle empêchera certains ambitieux d'acquiescer à l'influence leur permettant de se faire une excellente situation ? »

(1) Un mot manque : jour du soir sans doute.

sur le dos des bons bougres de syndiqués.

En effet, nous voyons, depuis quelque temps déjà, que le Syndicalisme mène à tout, à condition d'en sortir. Quand certains fonctionnaires sentent leurs sièges se dérober sous eux, ils s'empres- sent de se tourner vers le P. S. U., en recitifiant naturellement leur tir.

N'allez pas croire que c'est par ambition ! Oh ! non, mais ils veulent continuer à se dévouer pour le bien de la classe ouvrière.

Et les bougres vont palper 9.000 fr. au Conseil municipal ou 15.000 balles au Parlement... sans compter naturellement les petits profits. Voyez plutôt Lajarrige, Basly, Lamenin, Lauche, Volin, Flancette, Loyau, etc., etc.

Puisque je parle de Loyau, je dois dire que ce monsieur n'a jamais aimé les libertaires et à la dernière assemblée où il fut réélu secrétaire du Syndicat, il leur jeta l'anathème. Il faut dire qu'il était passablement autoritaire car, lorsqu'il donna sa démission, il répondit à ceux qui lui demandaient les raisons de son départ : « qu'il s'en allait... parce qu'on lui posait des questions personnelles et qu'il ne pouvait pas continuer à être le secrétaire d'une organisation où on lui faisait toujours de la critique ».

Loyau rêvait un syndicat où les bons moutons auraient obéi servilement à un berger : le secrétaire. Et comme dans son syndicat il y avait des anarchistes — mauvais coucheurs émettant la prétention de discuter ses actes — le permanent-chef a préféré quitter sa fonction. Oh ! pas pour retourner à l'atelier, mais pour entrer au Conseil municipal, après un stage de quelques mois à l'*Humanité*.

L'Hôtel de Ville ou la Chambre, voilà le point de mire de beaucoup de recitifiés.

A eux les bonnes combinaisons ! — Si vous receviez comme moi une lettre sans signature, mais contenant un billet de mille francs, qu'en feriez-vous ? demandait un jour Lajarrige aux gaziers

réunis salle Ferrer. Eh bien ! moi, je l'ai gardée !

Le député du Combat a dû recevoir plus d'une lettre semblable.

C'est pourquoi j'estime que la campagne contre la rééligibilité à perpétuité des fonctionnaires est utile, car elle empêchera certains fatigués du boulot d'ambitionner une place à l'Aquarium ou ailleurs.

Un copain qui a passé seulement un an ou deux comme secrétaire ne s'avancera jamais de tenter la chance d'une élection législative ou municipale ; il n'aura pas eu le temps de devenir un homme célèbre.

Je pense que la place des anarchistes est dans les Syndicats, mais je crois qu'ils auraient tort d'y prendre des fonctions, surtout lorsque celles-ci sont rétribuées.

Ils auront d'ailleurs assez de besogne à éduquer la masse, à semer l'esprit de révolte et à veiller à ce que l'organisation ouvrière ne s'embourbe pas dans les brimeries du réformisme.

A eux de développer le sous-critique de leurs contemporains, de démasquer les ambitieux afin d'empêcher que la C. G. T. ne devienne l'antichambre du Parlement.

Zuëras,

COMITE DE DEFENSE SOCIALE

Section Lyonnaise

Pour Péan ! Pour Maselli ! Pour Law ! Contre les bourgeois ! Contre les inquisiteurs ! Tous doivent assister au

GRAND MEETING

qui aura lieu le samedi 11 juillet, à 8 h. 30 du soir, grande salle de la Bourse du travail. Prendront la parole : Maria Rygiel, la vaillante révolutionnaire italienne ; H. Totti, du Comité de Défense Sociale ; Aimé Rey, de l'Union des Syndicats.

La Vengeance du Macaque

Devant les efforts émancipateurs de leurs peuples et craignant les représailles de la minorité consciente, certaines têtes couronnées jugent prudent d'affecter dans certaines circonstances un peu de libéralisme. Ce n'est cependant pas avec quelques rares mesures de clémence, avec des gestes parcimonieux de réparation partielle que les fauteurs et soutiens du désordre social, réussiront à faire oublier leurs crimes.

S'ils ne frappent pas impitoyablement ceux qui se dressent contre eux et les institutions dont ils sont les profiteurs, c'est qu'ils espèrent conjurer la tempête qui s'annonce à l'horizon et qui, tôt ou tard les balayera un jour.

Alphonse XIII, ce précieux spécimen de la descendance simiesque du genre humain, forme intermédiaire entre le chimpanzé et l'homme, a jugé prudent de ne pas user envers Rafael Sancho Alegre du droit que lui confèrent les lois espagnoles, selon lesquelles les récidivistes doivent être brûlés vifs sur la place publique et leurs cendres jetées au vent. Sancho Alegre qui l'année passée, lors de la cérémonie militaire-patriotique de « Serment au drapeau », avait tiré quelques coups de pistolet contre le macaque sans l'atteindre, a vu la peine de mort prononcée contre lui commuée en celle des travaux forcés à perpétuité.

Mais si le courage manque souvent à nos gouvernants de tuer brutalement et au grand jour, leur hypocrisie et leur férocité ne connaissent plus de frein lorsqu'ils se sentent à l'abri de toute indiscretion derrière les murs épais des prisons ou dans les solitudes des bagnes. C'est avec des raffinements de cruauté dignes de l'inquisition, qu'on cherche à supprimer les hommes généreux qui ont offert leur vie en holocauste à l'idéal d'émancipation humaine.

Faut-il revenir sur les sombres drames qui se sont déroulés dans les prisons d'Espagne, d'Italie, de Russie, où tant de nobles lutteurs sont morts des tortures subies ou dont la raison a sombré. Et récemment encore, est-ce que le suicide de Luchini dans une prison suisse n'a pas laissé un doute dans bien des consciences ? Et combien d'autres, ayant tenté de s'évader de ces lieux d'horreur, ou poussés à la révolte par d'abjects agents provocateurs, sont tombés sous les balles de leurs géoliers (22-23 octobre 1894 à la Guyane).

Aujourd'hui, c'est notre camarade Law qui, à bout de souffle, épuisé par des années d'incessants tourments, tombe malade et, mourant, crie « au secours ! ».

C'est aussi le sort qui guette Rafael Sancho Alegre, purgé sa peine au pénitencier de Santana. Par les nouvelles que quelques-uns de ses co-détenus ont réussi à faire passer malgré les grilles de la prison, nous apprenons que les traitements qu'on lui inflige sont particulièrement sévères. Quoique malade, il est depuis quatre mois au cachot, et si

le médecin du pénitencier ne s'était pas interposé en sa faveur, il aurait sans aucun doute pris le même chemin que Joaquin Miguel Arta, mort misérablement au bagne de Centa.

Avec l'arrivée du directeur Sixto Bell le régime du bagne de Santana a été considérablement aggravé. Les conditions hygiéniques qui règnent dans ces établissements sont déplorables. Les condamnés à la réclusion sont obligés de dormir sur le sol humide, n'ayant d'autre lit qu'une couverture et un oreiller. Les cellules sont presque au niveau de la mer, et lorsque la marée monte, les cabinets répandent une odeur tellement nauséabonde que le séjour y devient intolérable pour un être humain. Des millions de microbes pullulent dans ces tombeaux froids et silencieux, où la peur ferme les bouches et où le manque de communications avec l'extérieur empêche toute protestation des victimes.

En joignant nos véhéments protestations à celles des groupements d'avant-garde d'Espagne, qui mènent en ce moment une généreuse campagne, nous ne sommes en faveur d'un amnistie complète pour tous les détenus politiques, mais aussi pour réclamer plus d'humanité envers les autres victimes de la société corrompue et de l'inégalité sociale existante, nous espérons empêcher la répétition d'événements comme ceux qui tout dernièrement encore, ensanglantèrent la prison de Figueras.

Ne cessons pas de protester, en attendant que l'humanité, enfin libre et heureuse, rase à tout jamais ces antres de cruauté et de féroce bestialité : les prisons.

Comité Anarchiste International contre les Répressions.

POUR PRENDRE DATE

La Fête annuelle de « La Ruche »

La grande fête annuelle de « La Ruche » est fixée, cette année-ci, au dimanche 9 août.

Nous espérons qu'elle ne sera, de la part de l'autorité, l'objet d'aucune tracasserie, d'aucune interdiction.

Si en était autrement, elle aurait lieu quand même.

Nous avons été, l'an passé, pris au dépourvu, mais nous ne serons pas cette année-ci et nos dispositions seront prises pour que, de toutes façons, cette fête ait lieu.

Que nos amis prennent note de cette date : le dimanche 9 août.

Nous les prions de ne rien organiser, ce jour-là, qui puisse diminuer l'affluence annoncée.

Des notes ultérieures feront connaître à tous le programme détaillé de cette fête.

Pour « La Ruche », Sébastien Faure.

Répandez le « Libertaire »

Sur le Féminisme

Allons bon, voilà les femmes qui se réveillent !

L'évolution féministe, après avoir pris naissance, se dessine de plus en plus. Les suffragettes françaises, à l'instar de leurs sœurs anglaises organisent des réunions, des manifestations qui, si elles n'ont pas encore le caractère violent des mouvements d'outre-Manche, n'en ont pas moins le même but : l'émancipation (?) de la femme par la conquête des droits politiques.

Certes, au point de vue légal, nul ne peut contester aux femmes le droit de voter et de s'immiscer dans la vie politique et sociale ; nous savons que la femme laborieuse qui sue sang et eau à l'atelier pour augmenter la maigre pitance de ses marmots et qui, le soir en rentrant à la maison fait la soupe, raccommode le linge, prend soin de ses enfants et de son intérieur est aussi vaillante, si ce n'est davantage, que son compagnon qui, une fois son labeur terminé ne veut rien entendre pour vaquer aux soins du ménage.

Certes, nous savons aussi que cette ménagère, de même qu'une Mme Curie ou une Séverine, est plus autorisée à s'occuper de la question sociale que l'alcoolique qui tous les jours s'enivre et s'abrutit, cherchant dans le verre d'alcool la suprême consolation de l'exploitation, le suprême oubli de l'oppression dont il est victime !

Mais, sans aller plus loin dans nos considérations, il importe de savoir si la femme s'émancipera par la conquête des droits politiques.

Sur ce point, et chez nous les anarchistes, les avis sont partagés. Les uns prétendent que « c'est toujours un pas de fait », mais on oublie de dire si ce pas nous mène en avant ou en arrière.

En effet, ce n'est pas parce que la femme ira voter tous les quatre ans qu'elle pourra marcher vers sa libération.

Vicime depuis des temps immémoriaux des conditions économiques de l'existence, de la vanité et de l'autorité du mâle, la femme est certes l'asservie par excellence, si toutefois l'on peut employer ce terme.

Considérée comme une poupée qui n'est faite que pour plaire et par conséquent éduquée différemment à l'homme, la femme n'a pu encore jouer un rôle prépondérant dans les annales de l'histoire.

Et son rôle sera-t-il plus grand lorsqu'elle sortira de chez elle tous les quatre ans pour envoyer au Parlement une féministe éligible qui sera chargée de la représenter ? Car, il ne faut pas croire que la femme évoluera lorsqu'elle sera

devenue électrice ; les suffragettes ne déclarent-elles pas pour répondre aux objections que « ce n'est pas parce que la femme sortira de chez elle tous les quatre ans qu'elle s'occupera moins de son foyer ? »

Or, c'est cet aveu qu'il nous faut retenir. On ne demande pas aux femmes de s'éduquer, de s'instruire, on demande aux femmes d'aller voter.

Et voter, voter, n'en avons-nous pas fait l'expérience ? Depuis plus d'un demi-siècle que l'homme a conquis ses droits politiques, est-il plus conscient, plus heureux pour cela ? Nous savons que non et, par conséquent, il est certain qu'il en sera de même pour la femme.

Car, ce qui l'asservit, nous le savons tous, ce sont d'abord les préjugés, les croyances, les morales et les erreurs dont elle est imprégnée. C'est aussi, je le répète, les conditions économiques de l'existence, la vanité et l'autorité du mâle. C'est donc contre cela qu'il nous faut lutter, sans nous lancer dans des tergiversations qui nous mèneraient à des résultats contraires au but visé.

1^o Eduquer la femme, extirper de chez elle les morales et les préjugés absurdes dans lesquels elle est plongée depuis sa plus tendre enfance ;

2^o L'inciter à améliorer les conditions économiques de l'existence et lui faire comprendre la nécessité de transformer l'organisation sociale qui engendre ces conditions ;

3^o Faire naître dans le cerveau de l'homme et surtout des militants d'avant-garde, non seulement le besoin, mais aussi le désir (engendré par le besoin), d'émanciper leur compagne.

Voilà selon moi les meilleurs moyens d'arriver à affranchir nos sœurs esclaves.

Mais si nous n'employons pas ces moyens ou des moyens équivalents et visant au même but, si nous laissons faire les suffragettes dans leur mouvement, si nous laissons les femmes imiter Gribouille qui se jeta à l'eau de peur d'être mouillé par la pluie, si nous les laissons écouter naïvement les faiseurs et faiseuses de discours, nous ne ferons que retarder la conquête du bien-être et de la liberté. Tandis que si, au contraire, nous luttons en nous plaçant sur le terrain économique et éducatif, si nous profitons des réunions organisées par les suffragettes pour aller jeter dans l'esprit encore inéduqué de nos compagnes le germe de l'affranchissement, le souffle ardent de la révolte, nous récolterons des moissons fécondes grâce auxquelles nous pourrions toujours vers l'éternité joindre de vivre !

UN JEUNE.

ETUDES SOCIALES

Par un Paysan

(Suite)

Le coopératisme ainsi compris comme correctif des tendances économiques les plus diverses est un élément de liberté de premier ordre. Cela nous change infiniment des centralisations et des contraintes politiques.

Sous certaines réserves — et puisque les faits nous laissent la seule démonstration probante — nous admettons collatéralement à l'organisation coopérative et syndicale des producteurs et des consommateurs, un futur état socialiste de plus en plus diminué dans ses prérogatives autoritaires. Nous lui concédons encore la gérance des affaires étrangères, des musées, de l'administration des mines et forêts, des voies et communications, de l'hygiène sociale (maisons de santé, hôpitaux, etc.) et le considérons dans ces diverses fonctions ni plus ni moins qu'une fédération fermée de groupements coopératifs un peu spéciaux. A la place de l'ancienne indépendance gouvernementale nous trouvons sous la forme d'un *dernier noyau étatique* un groupement dépendant directement de toutes les fédérations de production et de consommation, ou ce qui revient au même de toutes les fédérations syndicales et coopératives. C'est pour ainsi dire la seule centralisation que nous puissions laisser subsister sans grand dommage pour l'universalité des travailleurs.

L'unité de vues exigée par le motif que nous voulons vivre en société, n'est pas à créer. Nous n'avons qu'à employer le fait tel qu'il se présente à notre entendement. La question de conflits politiques entre pays étrangers n'existe plus pour le prolétaire. Comme unique frontière entre travailleurs, la différence de langages ! Ce n'est point une cause de haine et cela ne peut être qu'une limitation relative des relations individuelles ; point du tout une restriction dans les échanges utiles ou reconnus in-

dispensables. Conservons donc pour la clarté du sujet le mot de nationalités, de pays. Il n'y a point l'ombre de patriotisme dans un pareil classement.

Dans chaque pays il existe des régions bien définies. Citons pour la France quelques-unes de ces régions : la Bourgogne, le Bordelais, la Champagne, la Bresse, la Normandie. Aussitôt il s'éveille en nous l'idée d'un ralliement économique par industrie, par genre de travail. Dans les définitions de Bourgogne, Bordelais, Champagne, nous voyons des régions essentiellement viticoles. La Bresse et la Normandie nous rappellent des régions spéciales d'élevage. Il en va ainsi de toutes les autres fractions du pays dont l'histoire ou l'économie politique ont déjà plus ou moins précisé les limites. Ce premier terme de la décentralisation acquies, nous pouvons pour plus de souplesse dans les relations, admettre une division de chaque région, selon les nécessités corporatives, de production, d'échange, de consommation, de distribution. Là encore certaines délimitations existantes telles que département, arrondissement, canton, peuvent nous être utiles.

Mais le facteur le plus intéressant de tout le système de gouvernement du peuple par le peuple, d'administration des choses, d'organisation du travail, de république coopérative même si vous voulez, c'est la cellule mère du corps social entier, c'est la commune.

Aucun individu qu'il soit, dans son propre intérêt ne peut se soustraire à cette quasi obligation d'appartenir à la commune, d'être membre actif de ce *plus petit groupement familial humain*. Il n'est évidemment aucune contrainte dans ce choix qui peut être établi d'avance par la naissance ou admis par des préférences personnelles ou par des nécessités économiques.

La future commune coopérative, rationnellement établie en tous points, mûrie des derniers perfectionnements du progrès, comment se créera-t-elle? Révolutionnairement, si à ce mot on attribue une valeur d'action organisatrice d'un tout petit milieu nouveau, chevauchant sur l'expérience acquise; noyau d'éducation, de combat, cercle de coopérateurs choisis par affinité, groupement de pionniers résolus à donner de la plus-value à toute une société en friche.

Avec une forte organisation coopérative, le concours intéressé du propriétaire et du capitaliste n'a plus qu'une moindre utilité dans ce bouleversement des us et coutumes de toute une nation. La concurrence coopérative faite au commerce par un prolétariat jaloux de sa liberté économique peut éliminer rapidement le capital productif de dividendes avec-salariat agent de misère, grande propriété individuelle usurfruitière immorale et petite propriété paysanne inutilisable dans une société qui a fait de la mécanique sa plus grande force de travail. Ce serait le premier pas d'une évolution possible du système d'échange de la valeur argent, système ne se laissant point supprimer sans la refonte préalable du propriétaire tout entier.

Le mouvement coopératif peut donc parfaitement exclure la collaboration de classes. La notion de révolution se dédouble de son acception politique et revêt une face nouvelle plus appropriée au but qu'elle se propose. En même temps se trouve atténuée la lutte de classes, les rivalités entre individus perdant de leur acuité par leur transposition dans une gamme de travail nouvelle. De nouvelles formules s'en vont et des plantes paraissent destinées à la décrépitude et à la mort représentant une vie nouvelle.

Une véritable ruche ouvrière où tous les membres sont d'une utilité incontestable établit ses cadres sur le terre-plein qu'habitait un essaim de frelons. Et les choses n'ont de l'esprit qu'autant que l'homme se fait lui-même plus solidaire, plus responsable de ses actes de sociétaire. La commune nouvelle, commune de travail, de plein air, de liberté, de santé, de mœurs simples et frugales, de bonheur intellectuel, la plus petite commune par le nombre, mais la plus grande par le cerveau, s'attaquera alors aux villes, communes bourgeoises colossales, mais immenses dépôts de toutes les tares de l'humanité, foyers de vice et de luxure, ne pouvant jamais compenser par les quelques bonnes choses que la science et les arts leur ont légués, la misère matérielle et morale qu'elles ont engendrée à travers les siècles. Et le travail de désagrégation commencera. L'exode des villes ira de pair avec tout ce grand travail de décentralisation entrepris par les producteurs de la terre.

Les perspectives grandioses que le coopératisme libératoire peut semer dans l'anonymat foule des ouvriers et des paysans, aura pour effet immédiat de ralentir la dépopulation des campagnes par le seul effet magique de l'entraide fraternelle de tous.

Ce que les féroces bourgeois avec tous leurs palliatifs issus de leur astuce ne purent empêcher, les travailleurs le pourront s'ils veulent se donner la peine d'apporter sur place le fraternel ciment d'une union durable où les relations de l'individu dans la plus petite commune, seront réglées dans les conditions les plus naturelles.

C. ADAM.

(A suivre.)

Malatesta et la Révolte Italienne

Une fois de plus, Malatesta connaît l'exil. Il en a repris le chemin avec la satisfaction d'avoir accompli une bonne et utile besogne. Il a quitté l'insolente Italie pour la brumeuse Albion afin d'échapper à la vindicte haineuse des sbires de la maison de Savoie. C'est à peine s'il est demeuré dix mois en Italie, mais ce court laps de temps fut plus que suffisant pour montrer combien est inébranlable sa foi anarchiste, combien ardente sa combativité révolutionnaire. Malatesta est un sincère et conséquemment un modeste, il n'aime pas parler de son action propre et il s'attache plutôt à faire ressortir les actes de ses camarades de lutte; mais nous tous qui le connaissons et l'aimons, nous savons quelle grande part il prit dans le dernier soulèvement révolutionnaire italien. Sans en faire un dieu, Malatesta est pour nous un vivant exemple de courage, d'abnégation de soi-même, de foi dans l'idéal anarchiste et de sacrifice désintéressé.

Dans une petite salle de Soho, la quartier le plus cosmopolite de Londres, Malatesta a été interviewé par un rédacteur du *Daily Herald*, le vaillant organe de nos amis révolutionnaires anglais. Les détails qu'il donna de la révolution italienne sont d'un enseignement trop précieux pour que nous les passions sous silence. Ils montrent comment une révolution peut être étranglée par ceux qui s'intitulent les « leaders » de la classe ouvrière organisée. Dans tous les pays où le prolétariat a développé son organisation de classe, ce genre pullule. Grassement rétribués, dans la peur de perdre leur fromage de Hollande, les fonctionnaires syndicalistes trahissent lâchement les intérêts des travailleurs qui les paient, quand vient le moment de l'action et des responsabilités. C'est tout au moins ce qu'ils ont fait en Italie.

Mais laissons parler Malatesta.

La récente révolte italienne commençait par une chose triviale, une simple démonstration de « mécontentement » et de « demi-anarchisme », à Ancone, contre le système disciplinaire (Biribi) introduit par le gouvernement italien, une ingénieuse innovation par laquelle les ennemis ou les critiques de Sa Majesté pourraient être forcés à endurer la rigoureuse discipline de l'armée italienne jusqu'à ce qu'ils meurent ou deviennent fous. La démonstration d'Ancone fut interdite, mais les manifestants manifestèrent, et alors la police en tua trois et en blessa beaucoup d'autres.

Et bientôt l'Italie fut divisée en deux camps : les travailleurs qui ne voulaient pas travailler et les capitalistes dont le capital ne pouvait les sauver des hordes d'esclaves irrités et affamés. Ceci le monde entier le sait — ou tout au moins la part de ceci que les maîtres du monde lui ont permis de savoir. Ce qu'il ne sait pas, ce que même la moitié de l'Italie ne sait pas, c'est que cette grève générale, cette révolte qui surgit à Ancone et gagna chaque ville et village, aurait pu fleurir en une révolution qui sanglante ou autrement, aurait changé la face et les fortunes de l'Italie pour toujours.

La grève générale — ou la Révolution italienne comme il vous plaira de l'appeler — se termina brutalement, et exactement quand les chemins de fer, les télégraphes et tout l'ensemble des communications et du commerce de

l'Italie étaient paralysés; quand la monarchie et le gouvernement semblaient chanceler pour la chute; quand aucun organe capitaliste ne paraissait pour prêcher le meurtre à l'armée; quand l'armée elle-même semblait sur le point de se débâter, parce que les soldats fraternisaient avec les grévistes au lieu de les massacrer; quand les hôtels de ville avaient été brûlés et les républiques du travail formées dans les villes et villages — quand, en un mot, la révolte semblait au sommet de son étourdissant succès, alors et pas avant, la révolte prit fin.

Seulement pas par suite d'une maladroite stratégie des forces du capital, oh non ! Ni par l'intervention de la Providence ou par une éruption du Vésuve, ou par quelque « réveil de conscience » de la part des insurgés. Non ! La Confédération générale du travail, qui, premièrement, avait consenti à la grève (probablement parce qu'il lui était impossible de faire autrement), ordonna simplement aux travailleurs de reprendre le travail « parce que la révolte avait cessé d'être économique, et, par conséquent, une grève légale, et était rapidement devenue une révolution » (1).

Tout à fait sans précédent dans les révolutions, dit Malatesta, est le fait que les insurgés, au lieu de marcher sur les hôtels de ville et là de proclamer la fin de la vieille et le commencement de la nouvelle forme de gouvernement, ont fait de leurs Bourses du travail le centre et le siège de l'administration de leur commune. Des distributions gratuites de pain et autre nourriture furent organisées. Quand les villes devinrent sales et puantes, en raison de la suspension des services sanitaires, les grévistes eux-mêmes, les rebelles contre « les lois, l'ordre et la société civilisés », se rendirent au nettoyage des rues. Dans une ville, un hôpital manquant de lait, et immédiatement des groupes de grévistes furent dépêchés pour demander, emprunter ou exproprier une quantité suffisante.

Les stations de chemins de fer furent brûlées, et quand, en un cas, une quantité de billets de banque fut trouvée, elle aussi fut complètement brûlée... Mais penser qu'une révolte pareille serait rendue temporairement inefficace, quoique pas perdue, par la lâcheté et la trahison d'une bande de fonctionnaires syndicalistes ! La révolution italienne ne manquera pas d'être, au moins, un exemple pour nous !

Malatesta a raison. La révolte italienne comporte un grand enseignement. Elle montre qu'avec de l'audace et de l'énergie le monde du travail peut faire des maintenant sa révolution; mais elle prouve, d'autre part, que les travailleurs ne doivent avoir confiance qu'en eux-mêmes et qu'en période d'insurrection leur premier soin doit être de coller contre le mur ceux qui, sous le masque d'un révolutionnarisme menteur, les trahissent et les vendent.

LÉON TORTON.

Une nouvelle Jeune-Garde

La semaine dernière, nous avons passé un communiqué signé Goldschild et Gaudin préconisant la formation d'un groupement de combat « pour répondre aux provocations des bandes réactionnaires et nationalistes ».

Dans notre idée, il s'agissait d'une entente momentanée entre les différents Jeunesses — socialistes, syndicalistes et anarchistes — pour aller, dans quelques meetings, administrer une

(1) J'ai traduit textuellement de l'anglais ces paroles de Malatesta à cause de leur gravité.

raclée aux Camelots du Roy ou Brallards nationalistes de n'importe quelle école.

Puis, ce travail de salubrité terminé, chacun aurait repris ses positions, qu'il recommencerait au bout de quelques semaines si la Camelote royale avait voulu nous provoquer à nouveau.

Mais il paraît que telle n'est pas l'idée des organisateurs de ce groupement et que ceux-ci veulent tout simplement constituer une organisation permanente dans le genre des *Jeunes-Gardes* de la G. S.

Nous ne pouvons accepter une telle idée, d'abord parce que les éléments composant ce groupement ne peuvent s'entendre pour agir en toute occasion et parce que la corporatisme nous répugne.

On comprendra, en effet, que l'entente ne peut être durable entre socialistes et anarchistes. S'il plaît, par exemple, à l'un d'eux, de faire à Paris une conférence pour exposer les beautés de l'Armée nouvelle, il est bien évident que les jeunes anarchistes se refusent à faire la police dans la salle pour empêcher les camelots de protester, puisque nos camarades détestent autant le militarisme de l'armée que celui d'Étienne.

De deux choses l'une : ou bien le groupe obligera ses membres à respecter une discipline stricte, et les anarchistes le composant devront accomplir des besognes contraires à leurs idées, ou bien chacun marchera quand bon lui paraîtra, et alors, pourquoi ce groupement ?

Enfin, nous ne pouvons accepter l'idée d'un groupe qui, en raison de sa composition hétéroclite, aura fatalement des chefs — quels que soient les noms dont on les décorera.

Pour l'action, certes, nous sommes. Mais aussi contre cette organisation englobant des gens appelés souvent à se traiter en adversaires.

L'HOMME LIBRE

Je ne crains pas les lois, je ne crains pas les hommes.

Qu'ils soient maîtres, qu'ils soient valets.

J'ai su demeurer libre en ce siècle où nous sommes.

Je n'ai pas sur mon front l'ombre de leur palais.

Ils ont pu me jeter, forcé, dans leurs usines.

Ils ont pu, pour un fait nouveau, livrer mon corps honteux aux casernes voiles.

Mais ils n'ont jamais pu dominer mon cerveau.

Ils sont la force, ils sont la cruauté légale.

Ils ont mon corps qui dépérit.

Que pousse à des labeurs déprimants la fringelle de voir deux faits d'une monstreuse et brutale rigueur, dans ce même ordre de mesures inhumaines.

Un pauvre diable d'Espagnol, qui ne possédait que 96 francs, fut repoussé de même du territoire prohibé. Il ne lui manquait que 29 francs : on lui sans pitié.

Un autre cas, plus criant encore, s'est produit. Un homme ayant depuis quelque temps sa résidence à Londres, où il a laissé, dans l'attente, sa femme et son enfant pour venir sur le continent faire des affaires. S'en retournant et croyant qu'il n'était nullement nécessaire de montrer de nouveau la provision d'argent demandée au passage : « Halte-là ! on ne passe pas... Vos ressources ? » — « Mais j'habite l'Angleterre, j'ai ma femme et mon enfant à Londres. » — « Cela ne nous regarde pas ! il faut nous montrer de l'argent. » — « En grâce ! laissez-moi rentrer au pays où sont les miens, les êtres qui me sont chers. » — « C'est de la blague : vous nous mentez. » — « Mais je ne vous mens pas, puisque voici mon coupon de retour. » — « Foutez-nous la paix ! »

Elle voilà où on est arrivée la nation la plus avancée en civilisation, la plus libérale dans ses mœurs. Et si nous nous informons de ce qui se passe chez les peuples des républiques américaines.

Je parais misérable à leur tourbe insolente.

Comptant les écus du magot.

Mais je suis riche avec ma pensée opulente.

Tout d'ivoire où le moi s'isole; après hidalgo.

Je passe en étranger dans leur monde barbare.

Leurs idoles ont mon mépris.

Ils ne sauraient dresser la frontière qui barre.

La route aux quatre vents qui soufflent des esprits.

Le poing brutal des lois peut, d'ouïes briser.

Eraser ma bouche et mes dents.

Il n'écartera pas la ruée des idées.

Qu'il chassera sous mon crâne et qui rit au dedans.

Malgré les lois, malgré les fers, malgré les chaînes.

Malgré la gêne où l'on vit, j'espère.

Je n'espérerai ni leurs amours ni leurs chaînes.

Je ne suis pas de ceux que la force asservit.

A. L.

Extrait de « Tout ou Rien ! » *Revue Algérienne* (n° 55).

Le Libéralisme Anglais et les Émigrants

Nous soumettons à ceux de nos lecteurs qui seraient tentés d'aller en Angleterre pour y faire un stage ou pour y planter complètement leurs pénates, les renseignements suivants :

Un camarade, sans travail à Paris, part pour l'Angleterre, espérant y trouver une occupation.

Prévenu qu'on ne laissait pas mettre les pieds sur le territoire britannique à tout passer de 3^e classe qui ne présentait pas une certaine somme disponible, un pécule de 125 francs environ, notre camarade cru bon de prendre, une fois à Dieppe, un billet de passage de 2^e classe.

La manœuvre ne lui réussit pas du tout. Bien qu'il fût dans une classe ayant des passagers, censément plus avertis, on ne lui demanda pas moins de montrer les ressources exigées pour rentrer dans la libérale Albion.

Hélas ! il avait presque dépensé toutes ses ressources pour payer son voyage ; il ne lui restait plus assez pour montrer la somme exigée de l'immigrant.

On lui fit faire demi-tour. Débarqué à Dieppe, où l'on avait préalablement téléphoné à la police le retour du colporteur, le camarade *anarchiste* fut cueilli par un tigre et conduit au commissariat de police pour être interrogé. Et, alors ce fut un interrogatoire en règle, brutal, insolent et mélicieux comme ne l'aurait pas mieux fait un juge d'instruction à l'égard d'un dangereux criminel.

Cette atteinte portée à la liberté individuelle accomplie, ces vexations redoublées endurées par notre copain, il ne lui restait plus que de revenir à ses frais à Paris, bien qu'il eût soldé la totalité du voyage jusqu'à Londres. On se refusa de lui rembourser le prix de la partie du voyage qu'on ne lui permit pas d'achever de New-Haven à Londres. Notre prolo fut donc obligé de cette fraction du transport inutile de l'aller et du retour de Dieppe à Paris.

En voilà un bon gouvernement qui protège, d'une façon si tutélaire, les exploités qu'il dirige ! Nos camarades corporatistes qui se plaignent de l'invasion de la main-d'œuvre étrangère doivent aspirer à ce que nos dirigeants français fassent de même. Ce qui n'empêchera pas la venue des malheureux qui trouvent que la bouchée de pain est plus grosse à Paris et en France que dans leur triste pays, et de faire l'exode vers ce qu'ils croient être la Terre Promise.

Il a été donné à notre refoulet d'Angleterre de voir deux faits d'une monstreuse et brutale rigueur, dans ce même ordre de mesures inhumaines.

Un pauvre diable d'Espagnol, qui ne possédait que 96 francs, fut repoussé de même du territoire prohibé. Il ne lui manquait que 29 francs : on lui sans pitié.

Un autre cas, plus criant encore, s'est produit. Un homme ayant depuis quelque temps sa résidence à Londres, où il a laissé, dans l'attente, sa femme et son enfant pour venir sur le continent faire des affaires. S'en retournant et croyant qu'il n'était nullement nécessaire de montrer de nouveau la provision d'argent demandée au passage : « Halte-là ! on ne passe pas... Vos ressources ? » — « Mais j'habite l'Angleterre, j'ai ma femme et mon enfant à Londres. » — « Cela ne nous regarde pas ! il faut nous montrer de l'argent. » — « En grâce ! laissez-moi rentrer au pays où sont les miens, les êtres qui me sont chers. » — « C'est de la blague : vous nous mentez. » — « Mais je ne vous mens pas, puisque voici mon coupon de retour. » — « Foutez-nous la paix ! »

Elle voilà où on est arrivée la nation la plus avancée en civilisation, la plus libérale dans ses mœurs. Et si nous nous informons de ce qui se passe chez les peuples des républiques américaines.

A l'époque correspondant au mois de janvier, les Grecs célébraient des fêtes en l'honneur d'Hermès (Mercure) et de Nican (le Soleil); ces fêtes sont demeurées dans le calendrier catholique, aux mêmes dates, sous les noms de saint Hermès et de saint Nicanor.

En février, Bacchus était adoré sous le nom de Soter (Sauveur) et Apollon sous celui d'Éphébie; ces fêtes ont été maintenues sous les vocables de saint Soter et de saint Ephébie.

En avril et en octobre, on célébrait la fête de *Dyonisios* (nom grec de Bacchus), qui était suivie le lendemain d'une fête en l'honneur de *Demetrius*; on les retrouve toutes deux, aux mêmes dates, sous les noms de saint Denys et saint Démétrius.

Au 6 mai, la fête de Cérès la blonde (*flava*) est devenue celle de sainte Flavie; le 10, la fête de la *puisque* Diane, celle de saint Prudent; et le 24, la fête du *Palladium* de Minerve, celle de sainte Palladie.

Au mois d'août, se célébraient les *Saturnales*; cette fête païenne continue de figurer au 22 août, sous le nom de saint Saturnin. De même, les jeux *Apollinaires* ont donné naissance à sainte Apolline, et la fête d'*Aphrodisca* (Vénus) à sainte Aphrodisie. Le jour du signe de la *Vierge* (15 août), où Astrée remonte au ciel dans de signe, est devenu l'Assomption de la Vierge.

Au mois d'octobre, on trouve répétées

les, nous apprenons que la férocité à l'égard de l'immigrant n'est pas moindre.

Tant qu'ils ont eu besoin du flot humain, poussé vers les pays neufs par la misère, pour venir se faire mourir en assainissant leurs marais, en faisant leurs canaux, en étendant leurs immenses rubans de fer et pour couper leur isthme, ça marchait, il fallait, des millions de rudes travailleurs venant croquer aux tâches pénibles et s'exposant aux accidents de toutes sortes pour faciliter la vie aux générations suivantes et procurer aisance et richesse scandaleuses aux classes gouvernantes et exploiteuses. Mais aujourd'hui que la besogne délicate et meurtrière est presque accomplie, aujourd'hui que le bétail humain abonde, que l'armée de réserve est assez nombreuse pour assurer les besoins somptueux des riches et malgré pitié aux pauvres, assez d'étrangers : fermons nos frontières aux parias par tous les moyens.

Eh bien ! que le capitalisme international ferme partout les frontières, les internationalistes révolutionnaires sauront bien les ouvrir.

Si parmi les syndicalistes inconscients et égoïstes il existe une réprobation pour l'étranger, il n'y a pas d'étrangers pour un anarchiste : tous les parias du salariat sont frères.

L'étranger, pour nous libertaires, c'est celui qui n'appartient pas à notre classe, tout en étant de notre pays; c'est le bourgeois, celui qui est cause que les ignorants se détestent et quelquefois s'entre-tuent. Le voilà, celui qui mange notre pain et qui baisse nos salaires. C'est celui-là qu'il faut détester, haïr et étranger quand l'occasion se présentera. Mais ne voyez pas l'ennemi dans l'être misérable et qui veut vivre, qu'il vienne d'au-delà des Alpes, des Pyrénées, du Rhin, etc., etc. Ce pauvre bougre, dans la plupart des cas, ne sait rien, ne connaît rien de notre organisation ouvrière. Soyons intelligents, soyons persévérants pour élever à notre niveau de connaissance économique. Cela fait, nous n'aurons pas besoin de lui suggérer du courage pour la lutte et de l'audace pour passer à l'expropriation capitaliste; il nous dépassera peut-être. Nous venons bien de le voir dans les derniers événements d'Italie.

P. M.

UNE BONNE PROPAGANDE

Notre affiche du 14 juillet est prête. Nous en avons fait tirer 1 500 exemplaires. Nous les laissons à 5 fr. le cent, port compris. C'est un réel sacrifice que nous nous imposons : l'affiche nous revenant bien plus cher que nous ne la livrons.

Qu'au moins les camarades ne nous la laisse pas sur les bras. Qu'elle nous soit vite envoyée par de nombreuses commandes. Ce qui serait bon de faire pour d'excellents résultats de cette propagande, ce serait d'aller en placarder à la campagne en pleine brousse, parmi nos frères les paysans.

Allons ! de la bonne volonté et repoussons sur nos dépenses particulières pour faire œuvre utile au bénéfice de l'idée.

Adresser les demandes au Libéraire et on recevra par retour du courrier.

POUR UN POLITICIEN

Il y a quelques semaines, le citoyen Leyau, dans un article paru dans la *Voix des Jeunes* et intitulé : *Conséquences des jeunes qui s'égarent*, marquait son dégoût d'avoir entendu, dans une réunion électorale, des jeunes syndicalistes faire de la propagande antiparlamentaire :

Dernièrement, écrit-il, à l'issue d'une

Science et Religion

La Véritable Histoire des Saints

(Suite)

Dans beaucoup de fêtes du moyen âge le christianisme et la mythologie païenne étaient mêlés; on y voyait fraterniser Hercule et saint Christophe, saint Michel et Bellerophon : l'olympie côtoyait le paradis.

Dans les pays vignoles, Bacchus, surnommé le grand saint Tortu, parce qu'il fait aller ses fidèles de travers, était l'objet d'un culte dont l'observation était assurée par l'abbé des vigneron. Cet abbé, élu par la corporation, veillait à ce que la statue du Dieu fût placée dans le haut du pressoir. Qui oubliait de fléchir le genou était puni. Cette fête du vin continuait l'authenticité des Grecs et des *brumalia* latines. L'Eglise, pour la supprimer, substitua saint Vincent à Bacchus : les vigneron subirent saint Vincent, tout en continuant de fêter Bacchus.

La persistance des traditions et des croyances populaires est si tenace, qu'aujourd'hui encore, les armes de la ville de Nantes portent cette invocation éminemment païenne : *Favet Neptuneus eun* (Neptune, protège le navigateur.)

Les dieux païens transformés en démons ne comprenaient qu'une minorité de l'olympie, les autres furent admis, à titre de saints, quelquefois même sans changement de nom, dans la cour céleste. Ce mode de transformation n'était pas sans précédent. Les dieux orientaux importés à Rome avaient subi un changement de dénomination analogue.

La qualification de saints qui allait être donnée aux anciens dieux dérivait elle-même d'une conception païenne. Les anciens avaient imaginé de peupler le ciel des héros et des empereurs qu'ils divinisèrent après leur mort. Ces dieux secondaires, assimilés aux étoiles qui environnent le soleil, étaient l'objet d'un culte particulier, sous le nom de *divi* ou saints. Cette coutume ne s'introduisit cependant qu'assez tard dans le nouveau culte. Ce n'est qu'en 880 que le pape Adrien procéda à la première canonisation, qui devint la transformation officielle de la tradition païenne. La canonisation remplaça l'apothéose. L'identité était telle, que, dans le latin du moyen âge, les saints chrétiens continuèrent à être désignés sous l'ancien nom païen de *divi*. Pour compléter l'assimilation, on les représenta la tête ceinte du disque stellaire, attribut des *divi* païens, qui ne figurait pas jusque-là dans les images représentant les apôtres et les martyrs. Les couronnes funéraires, qui correspondaient à la même idée, étaient déjà en usage dans l'antique Egypte. Le *Livre*

des Morts (chap. 19) en donne la description. On peut en voir un exemplaire d'une forme identique à celles de nos couronnes actuelles au musée égyptien du Louvre.

Le nombre des saints créés par les légendes et les traditions est incalculable. Au XV^e siècle, le chanoine Passau disait, qu'y eût-il autant de fêtes que de minutes, l'année entière ne suffirait pas pour les célébrer toutes. Dans l'impossibilité de faire entrer une telle foule dans le cadre restreint du calendrier, on imagina, pour n'en mécontenter aucun, de consacrer un jour de l'année à la fête de tous les saints. C'était une sage précaution dont les Athéniens avaient jadis donné l'exemple, en consacrant un autel aux dieux inconnus, afin d'éviter le ressentiment de quelque divinité vindicative omise par oubli.

Les bollandistes ont essayé d'opérer un classement. Leur œuvre, bien que comprenant le récit de 25.000 vies de saints, classées jour par jour, dans 53 volumes in-folio, est restée inachevée : elle s'arrête au 14 octobre. La fertile imagination des rédacteurs n'a pu réussir à dissimuler complètement le caractère apocryphe des miracles qu'ils prétent si complaisamment à leurs héros. On y voit le même miracle attribué successivement aux personnages les plus divers. Celui des faux torts et des faux aveugles devenus ensuite ce qu'ils avaient voulu contrefaire se rencontre

dans 62 vies de saints; celui des dragons liés avec des étoiles se renouvelle sept fois; celui des clefs d'églises et d'objets jetés dans la mer et retrouvés, se reproduit sept fois; celui d'anneaux d'évêques jetés ou tombés dans des rivières, avalés puis rendus par des poissons, neuf fois; les stigmates de saint François, neuf fois; enfin, le bâton de saint Georges, thaumaturge, fiché en terre et prenant racine, a produit 30 arbres à son imitation.

On sait comment a été fabriquée la légende de sainte Véronique. La tradition rapportait que Jésus-Christ portant sa croix avait rencontré une femme qui lui essuya le visage et que l'empreinte était restée sur le linge. En souvenir de cette légende on représentait la tête du Christ sur un linge tenu par un ange ou par une femme qui symbolisait la religion. Au bas était écrit : *Veronica*, c'est-à-dire, en basse latinité, véritable image. Au moyen âge des moines ne comprenant pas ces mots, crurent, en les réunissant, y trouver un nom de femme et inventèrent l'histoire de Véronique (sainte Véronique).

Le culte des saints offrait surtout l'avantage de faciliter l'incorporation des dieux païens personnifiant les phénomènes naturels, et les vertus bienfaisantes des eaux, des plantes ou des minéraux, et, en général, de tous ceux dont il fallait renoncer à étendre le souvenir. L'opération fut des plus simples.

(A suivre.)

MALVERT.

